



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le **09 MAI 2022**

Le ministre de l'intérieur

à

**Monsieur le préfet de police de Paris
Mesdames et Messieurs les préfets de région
Mesdames et Messieurs les préfets de département
Mesdames et Messieurs les directeurs territoriaux de l'OFII**

Référence	NOR : INTV2213078J
Date de signature	09 MAI 2022
Émetteur	Ministère de l'intérieur – Direction générale des étrangers en France (DGEF) – Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)
Objet	Gestion du parc de places d'hébergement en dispositif de préparation au retour (DPAR)
Commande	La présente information rappelle les principes de fonctionnement des DPAR et apporte des modifications : pilotage conjoint Etat/OFII, signature d'un contrat d'hébergement, notification pour chaque étranger admis d'une mesure d'éloignement, et uniquement en cas de retour forcé d'une assignation à résidence
Action(s) à réaliser	Optimiser la gestion des places d'hébergement par une orientation des publics visant à anticiper le risque de présence indue et par le recours à l'éloignement forcé
Echéance	Immédiate
Contact utile	DGEF - Direction de l'immigration - Sous-Direction de la lutte contre l'immigration irrégulière - Bureau de la rétention et de l'éloignement OFII – cabinet du directeur général – cheffe de cabinet
Nombre de pages et annexes	5 pages + 3 annexes (cartographie des DPAR + modèle de contrat d'hébergement + flyer)

Avec le plan France relance, le parc de places d'hébergement en DPAR a doublé, passant de 1 051 places fin 2020 à 2 063 places fin 2021¹ réparties au sein de 32 DPAR dont quatre en région parisienne et 28 dans les autres régions. Malgré une stratégie d'implantation privilégiant la tension migratoire ainsi que le nombre de demandeurs d'asile déboutés et d'étrangers sollicitant l'aide au retour volontaire, il apparaît que :

- le taux d'occupation des DPAR n'est pas à la hauteur des résultats escomptés, ce qui conduit à mobiliser des places pour des opérations de mise à l'abri d'autres publics que ceux visés par ce dispositif ;
- les procédures d'admission sont hétérogènes suivant les départements d'implantation ;
- des places sont indûment occupées.

En complément des informations des 18 janvier et 31 mars 2021 (qui fixent les principes régissant l'utilisation des places de DPAR) et sur la base du retour d'expérience communiqué tant par les préfetures que par les directions territoriales de l'OFII, vous trouverez ci-après des précisions sur la conduite à tenir en ce qui concerne le profil des publics hébergés, le partenariat entre les préfetures et l'OFII, les conditions d'accueil et de sortie du dispositif, la mobilisation des places en dehors du droit commun et la prise en charge budgétaire.

1. Les publics hébergés en DPAR

1.1 Rappel du cadre existant

Les DPAR hébergent des étrangers éligibles à l'aide au retour volontaire (ARV), qui ont manifesté leur volonté d'en bénéficier auprès de l'OFII ou qui sont susceptibles d'y adhérer. Cette mixité des publics vise à convaincre ceux qui n'ont pas encore souscrit à l'ARV de le faire, grâce au contact d'étrangers volontaires au retour. Il convient de rappeler que plus de 60 % des étrangers qui quittent le territoire national dans le cadre de l'ARV sont originaires de pays dispensés de visa. A titre indicatif, les quatre premiers pays de retour volontaire sont la Géorgie, l'Albanie, la Serbie et la Macédoine.

Les publics éligibles sont à rechercher, en priorité, parmi les demandeurs d'asile déboutés et les familles en situation irrégulière, notamment lorsqu'elles sont accompagnées de mineurs, afin de fluidifier les places du dispositif national d'accueil (DNA).

A titre exceptionnel, **et sur accord préalable de la DGEF**, des étrangers en situation irrégulière, non volontaires au retour aidé et sans domicile personnel, peuvent être hébergés dans les DPAR.

Qu'ils soient volontaires au retour, susceptibles de l'être, ou non volontaires, tous les étrangers hébergés en DPAR doivent faire l'objet d'une mesure d'éloignement exécutoire, présenter des perspectives raisonnables d'éloignement et être physiquement en état de voyager.

1.2 Points d'attention et évolutions du dispositif

Parmi les étrangers accueillis dans ce dispositif, il s'avère que **certains d'entre eux retournent dans leur pays d'origine sans avoir fait l'objet d'une mesure d'éloignement, notamment ceux ayant sollicité l'aide au retour volontaire (ARV) auprès de l'OFII**. Dans ces conditions, une obligation de quitter le territoire français devra être prononcée, préalablement à leur entrée dans le dispositif ou dans les jours qui suivent, soit par le biais d'une notification par voie postale, si celle-ci intervient à l'issue d'une procédure administrative (refus de séjour faisant suite à une demande d'asile et/ou de titre de séjour), soit à la suite d'une convocation en préfecture. Il importe, en effet, de donner une suite administrative à toute situation de séjour irrégulier connue de vos services.

Concernant les **étrangers susceptibles d'adhérer à l'aide au retour volontaire**, il importe de s'assurer, avant leur admission en DPAR, **de la possibilité de leur éloignement contraint, en cas d'échec du retour volontaire**, en particulier au regard de leur nationalité.

¹ Le DPAR du Puy-de-Dôme ainsi que les 33 places restantes du DPAR de Meurthe-et-Moselle ouvriront en 2022.

En effet, dès lors qu'un étranger admis en DPAR se désiste de sa demande d'ARV, n'adhère pas à l'ARV **dans les 15 jours suivant sa prise en charge au sein de la structure**, ou bien fait obstruction à la délivrance des documents d'identité ou de voyage, **son retour forcé doit être engagé**. Ce changement de situation se **matérialise par la notification d'un arrêté d'assignation à résidence** au sein du DPAR. Il n'est donc plus nécessaire, comme le préoyaient les précédentes informations, de prendre de manière systématique un arrêté d'assignation à résidence tant que l'étranger est volontaire au retour ou susceptible de l'être. Le retour d'expérience des préfectures et des directions territoriales de l'OFII a, en effet, démontré que cette pratique pouvait, dans certains cas, s'avérer contre-productive.

2. Le partenariat entre les préfectures et les directions territoriales de l'OFII

Afin d'optimiser le taux d'occupation et garantir la fluidité de ce dispositif, **les places du DPAR doivent faire l'objet d'un pilotage conjoint par la préfecture du département d'implantation et la direction territoriale de l'OFII**, qui, dans le cadre de leurs compétences respectives, **assurent la promotion du dispositif**.

2.1 Le rôle des préfectures

La préfecture, lorsqu'elle identifie des étrangers susceptibles d'adhérer à l'aide au retour volontaire, recueille l'avis de l'OFII, **avant de prononcer leur admission**.

Afin de mieux faire connaître le DPAR, **chaque mesure d'éloignement, intervenant à l'issue d'une procédure de demande d'asile ou de titre de séjour, doit être accompagnée d'un flyer présentant le dispositif** et, dans la mesure du possible, dans la langue parlée par l'étranger concerné par cette mesure. Ce flyer vient en complément des documents d'information relatifs à l'aide au retour volontaire joints aux mesures d'éloignement adressées aux demandeurs d'asile déboutés.

2.2 Le rôle de l'OFII

La DT OFII communique au service immigration de la préfecture l'identité des étrangers ayant déposé une demande d'aide au retour volontaire et orientés, à ce titre, en DPAR, en vue notamment de vérifier qu'une mesure d'éloignement leur a bien été notifiée.

Au sein des structures du dispositif national d'accueil (DNA), les agents de l'OFII exercent des missions d'information, notamment sur l'aide au retour volontaire, auprès des publics déboutés de leur demande d'asile. L'information dispensée doit également porter sur les DPAR.

Les agents des directions territoriales de l'OFII tiennent, en outre, des permanences hebdomadaires au sein des DPAR. Ils doivent rechercher l'adhésion des étrangers n'ayant pas encore manifesté leur volonté de retourner dans leur pays d'origine, en articulation étroite avec l'opérateur, en charge notamment de l'accompagnement social. Dès lors qu'un étranger est candidat au retour volontaire, l'OFII initie toutes les procédures (reconnaissance consulaire) en vue d'un départ à brève échéance.

3. Les conditions d'hébergement en DPAR

3.1 Le contrat d'hébergement

Afin de répondre à une demande des gestionnaires et préciser, d'une part, les droits et obligations de l'étranger, d'autre part, les prestations de l'opérateur, **un contrat d'hébergement sera signé entre l'opérateur en charge de la structure d'accueil et l'étranger hébergé, lors de l'admission de ce dernier**. Un modèle est joint en annexe à la présente instruction.

Ce contrat précise que l'adhésion au retour aidé par l'étranger hébergé (lorsqu'il n'a pas sollicité l'ARV préalablement à son admission) devra être recueillie dans un délai de 15 jours à compter de son entrée dans le dispositif. A défaut, l'éloignement forcé assorti d'une assignation à résidence sera mis en œuvre par la préfecture. Le contrat énumère également les situations ayant pour conséquence la fin de prise en charge, en dehors de la sortie du dispositif dans le cadre d'un retour volontaire ou forcé.

3.2 La fin de prise en charge et la sortie du dispositif

La fin de prise en charge relève de l'opérateur. Elle se matérialise par l'interruption de l'accompagnement social ainsi que par la fin du versement de l'aide à la subsistance.

Elle intervient, **de manière immédiate**, dans les circonstances suivantes :

- lorsque l'étranger quitte, à son initiative le DPAR, (en cas d'assignation à résidence, il convient de considérer que le risque de fuite est caractérisé, ce qui pourra justifier un placement en rétention administrative) ;
- lorsque l'étranger fait l'objet d'une exclusion, motivée par un comportement violent, un manquement grave à ses obligations liées au contrat d'hébergement ou au règlement de fonctionnement du DPAR.

En dehors de ces situations, **si le retour volontaire ou contraint ne peut aboutir, l'étranger doit, dans un délai de 15 jours**, faire l'objet d'une décision de fin de prise en charge et quitter le DPAR. En cas de présence induite au-delà de ce délai, l'expulsion des lieux ne peut intervenir que sur le fondement d'une décision de justice.

Vous veillerez à ce que la durée d'hébergement en DPAR d'un étranger n'excède pas 90 jours. Toute durée supérieure doit être subordonnée à une perspective d'éloignement, à brève échéance, grâce à l'obtention d'un laissez-passer consulaire valide ou d'un routing.

Il convient de préciser que, dans le cadre d'un éloignement contraint, le préfet peut recourir à la visite domiciliaire, prévue à l'article L. 733-8 du CESEDA en cas de manquement de l'étranger à ses obligations résultant de l'arrêté d'assignation à résidence.

4. La mobilisation des places de DPAR en dehors du droit commun

4.1 L'hébergement d'étrangers en situation irrégulière non volontaires au retour aidé

L'orientation de ces publics relève d'une décision préfectorale **sur accord préalable** de la DGEF (direction de l'immigration). La demande doit être adressée par la préfecture, sur la boîte fonctionnelle retention-dgef@interieur.gouv.fr. Les perspectives raisonnables d'éloignement doivent être établies. Pour limiter la durée de séjour dans la structure, l'éloignement doit être réalisé dans la première période de 45 jours d'assignation à résidence.

4.2 Les opérations de mise à l'abri

Lors d'opérations de mise à l'abri ou de démantèlement de campements, des places d'hébergement sont recherchées en priorité dans le dispositif national d'accueil (DNA) et, en cas de saturation de ce dernier, au sein des DPAR.

Dans cette hypothèse, les préfetures sont sollicitées par la DGEF (direction de l'immigration) pour communiquer le nombre de places effectivement vacantes dans le DPAR de leur département. En cas de mobilisation effective de ces places, les gestionnaires des structures concernées sont directement contactés soit par la DGEF (direction de l'asile), soit par le service déconcentré de l'Etat, chargé de l'opération.

Les étrangers accueillis en DPAR, à la suite de ces opérations, n'ont pas vocation à s'y maintenir. A la suite de l'examen de leur situation administrative, ils doivent être orientés vers une structure adaptée à cette dernière.

5. La prise en charge budgétaire

Afin de mieux gérer les aspects budgétaires, **il importe d'associer les Secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI), dès l'origine du projet de création d'un DPAR ou lors du renouvellement de la convention avec l'opérateur.**

Chaque convention doit être signée par le préfet de la zone de défense et de sécurité et le préfet du département d'implantation, procédure indispensable pour l'exécution de la dépense. Si le montant total de la convention dépasse le seuil du visa, cette signature ne peut intervenir qu'après obtention du visa du contrôleur budgétaire régional (CBR).


Les crédits notifiés en début d'année ont un caractère limitatif. Ils s'inscrivent dans le cadre d'un plafond autorisé par le Parlement en loi de finances initiale, qui doit être respecté. C'est la raison pour laquelle les DPAR financés sur le programme 303 donnent lieu à une convention annuelle. Tout dépassement identifié doit faire l'objet d'un échange et d'un accord préalable de la DGEF.

S'agissant du renouvellement des dispositifs existants, les projets de convention pour l'année n+1 sont rédigés, au plus tard, en décembre de l'année n pour être signés et payés dès le début d'année n+1. Les projets de convention sont transmis à la DGEF (direction de l'immigration), responsable du programme 303, pour vérification avant signature.

Le coût cible par dispositif, qui est une moyenne que chaque région doit s'efforcer d'atteindre, est de 25€ par place et par jour. Au sein de la région Ile-de-France, le coût cible par dispositif est de 27€ par place et par jour. Le coût cible de la place, par jour, comprend un pécule journalier par adulte d'un montant de 4€ à 6€ et pour chaque enfant, de 2,50€ à 4€. Le montant du pécule versé à un ménage ne peut excéder le montant de l'allocation de demandeur d'asile (ADA) alloué à un ménage de même composition.

Les services de la direction générale des étrangers en France et de l'Office français de l'immigration et de l'intégration demeurent à votre disposition pour vous appuyer dans la mise en œuvre des présentes instructions.

Pour le ministre et par délégation,
Le préfet, directeur général des étrangers en France,



Claude d'HARCOURT

Le préfet, directeur général de l'Office français de
l'immigration et de l'intégration,



Didier LESCHI

CARTOGRAPHIE DES OUVERTURES DE PLACES DE DPAR



Ile-de-France (4)	SITE	GESTIONNAIRE	DATE D'OUVERTURE	CAPACITE	dont Plan de relance	PUBLIC
	75 - PARIS (Rue du Poteau)	ADOMA	10/02/2017	108	0	ESI
	77 - SEINE ET MARNE (Bussy-Saint-Georges)	EQUALIS	01/01/2017	50	0	ESI
	91 - ESSONNE (Les Ulis)	Entreprendre pour humaniser	01/11/2017	50	0	ESI
	92 - HAUTS-DE-SEINE (Montrouge, Vanves, Cachan, Gentilly)	Habitat et Humanisme	01/03/2018	44	0	ESI
	TOTAL Ile-de-France			252	-	

Province : reconduits (5)	02 - AISNE (Nogent L'Artaud)	COALLIA	01/01/2019	60	0	ESI
	13 - BOUCHES-DU-RHONE (Marseille)	ADRIAM	01/03/2017	80	0	ESI
	59 - NORD (Aulnoye-Aymeries)	ADOMA	05/02/2018	84	0	ESI
	67 - BAS-RHIN (Bouxwiller)	ASF 67	15/03/2017	85	0	ESI
	68 - HAUT-RHIN (Illzach)	ADOMA	07/05/2018	45	0	ESI
	TOTAL DPAR Province reconduits			354	-	

Province : Extensions (8)	21 - CÔTE D'OR (Dijon)	ADOMA	30/03/2020	42	21	ESI
	25 - DOUBS (Besançon)	ADOMA	01/12/2019	43	9	ESI
	31 - HAUTE-GARONNE (Toulouse)	ADOMA	10/07/2018	160	100	ESI
	33 - GIRONDE (Libourne)	FRANCE HORIZON	01/04/2019	105	75	ESI
	35 - ILLE-ET-VILAINE (Rennes)	ADOMA	28/10/2019	80	30	ESI
	49 - MAINE-ET-LOIRE (La Pommeraye)	FRANCE HORIZON	01/07/2019	90	30	ESI
	57 - MOSELLE (Vitry sur Orne)	ADOMA	01/04/2015	148	38	ESI
	69 - RHONE (Lyon)	ADOMA	21/11/2016	95	15	ESI
	TOTAL DPAR Province extensions			763	318	

Province : Créations (16)	06 - ALPES-MARITIMES (Nice)	ALC	01/08/2021	50	50	ESI
	14 - CALVADOS (Caen)	ADOMA	06/05/2021	50	50	ESI
	38 - ISERE (Péage-de-Roussillon)	ADOMA	01/09/2021	60	60	ESI
	45 - LOIRET (La Chapelle-Saint-Mesmin)	EQUALIS	02/08/2021	80	80	ESI
	51 - MARNE (Vitry-le-François)	ASF 67	06/09/2021	74	74	ESI
	54 - MEURTHE-ET-MOSELLE (Herserange et Mont-Saint-Martin)	ADOMA	01/07/2021	63	63	ESI
	55 - MEUSE (Bar-le-Duc : St Mihiel, Ligny-en-Verdun : Clément-en-Argonne)	AMIE	24/07/2021	21	21	ESI
	55 - MEUSE (Verdun : Clément-en-Argonne)	SEISAAM	21/06/2021	21	21	ESI
	60 - OISE (Noyon)	COALLIA	25/01/2021	50	50	ESI
	62 - PAS-DE-CALAIS (Arques)	COALLIA	01/06/2021	40	40	ESI
	63 - PUY-DE-DOME (Gerzat)	CECLER	NC	65	65	ESI
	76 - SEINE-MARITIME (Rouen)	COALLIA	03/05/2021	60	60	ESI
	80 - SOMME (Péronne)	COALLIA	01/05/2021	60	60	ESI
	86 - VIENNE (Chasseneuil-du-Poitou)	AUDACIA	01/06/2021	50	50	ESI
	87 - HAUTE VIENNE (Limoges)	AUDACIA	01/07/2021	25	25	ESI
	88 - VOSGES (Epinal)	COALLIA	16/08/2021	33	33	ESI
	TOTAL DPAR Province création			802	802	-

TOTAL DPAR (IDF+Province)	2 171	1 120
---------------------------	-------	-------

CONTRAT D'HEBERGEMENT TEMPORAIRE ENTRE LE GESTIONNAIRE DU DISPOSITIF DE PREPARATION AU RETOUR (DPAR) ET L'ETRANGER EN SITUATION IRRÉGULIERE

Conclu entre :

Le gestionnaire du dispositif de préparation au retour, ci-dessous « le gestionnaire »
(identité du gestionnaire et adresse)

et

M. / Mme

(nom et prénoms de l'étranger en situation irrégulière accueilli), ci-dessous « vous »

Vous avez accepté d'intégrer le dispositif de préparation au retour (DPAR) sur proposition conjointe de la Préfecture de XXX et de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

Article 1^{er}

Nature du contrat et durée de l'hébergement temporaire

Le présent contrat est un contrat d'hébergement temporaire au sein du dispositif de préparation au retour ne pouvant en aucun cas être assimilé à un bail de location. Votre prise en charge au titre de l'hébergement est assurée par des financements de l'Etat.

Le présent contrat débute le ... /... / 20... (jour de la signature), pour une période de XXX jours, renouvelable si nécessaire, pour permettre l'organisation de votre départ.

La durée de votre hébergement est limitée à 90 jours, et le cas échéant, à la durée de l'assignation à résidence prise par arrêté préfectoral à votre encontre.

Article 2

Lieu de l'hébergement

A la demande de l'Etat, le gestionnaire met en place un dispositif de préparation au retour pour la prise en charge des étrangers faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français et volontaires à un départ aidé ou susceptibles de l'être.

Le gestionnaire vous attribue au sein du dispositif de préparation au retour de XXX (ville, département) situé XXX, la jouissance des lieux ci-après désignés, à usage exclusivement d'habitation :

- Chambre : XXX
- Appartement : XXX

Toute modification d'affectation de chambre/appartement fera l'objet d'un avenant.

Un état des lieux est réalisé à l'entrée et à la sortie des lieux désignés ci-dessus.

Article 3

Engagements du gestionnaire

Outre l'hébergement, pendant la durée de votre séjour, le gestionnaire :

- assure votre accueil et votre domiciliation si besoin. Votre hébergement pourra être assuré en cohabitation avec d'autres personnes, impliquant le partage avec elles des pièces de vie ;
- vous assiste dans la préparation de votre retour en lien avec l'OFII ;
- vous verse une allocation de subsistance de XXX€ par jour/semaine par personne dans la limite du barème de l'allocation du demandeur d'asile ;
- assure un accompagnement social (santé, scolarisation) ;
- organise à votre intention des animations et des séances d'information collectives.

Le gestionnaire est soumis au secret professionnel concernant vos données à caractère personnel et toute information que vous lui communiquez. Il veille au respect de cette obligation par les professionnels du dispositif de préparation au retour.

Article 4

Vos engagements

Vous intégrez le DPAR afin d'organiser votre retour dans votre pays d'origine, vous devez donc :

- engager les démarches administratives en lien avec l'OFII dans le cadre de votre projet de retour aidé si vous avez déjà sollicité l'aide au retour ;
- accepter ou refuser l'aide au retour de l'OFII si vous ne l'avez pas déjà dans les 15 jours suivant votre admission. En cas de refus ou de l'absence de réponse de votre part, votre éloignement pourra être mis à exécution de manière contrainte sans aide financière et matérielle.

Pendant la durée de votre séjour, vous devez respecter les modalités suivantes :

- respecter les obligations liées, le cas échéant, à l'assignation à résidence prononcée à votre rencontre, et notamment l'obligation de pointage ;
- respecter le règlement de fonctionnement du dispositif de préparation au retour affiché dans les parties communes de l'établissement et dont un exemplaire vous a été communiqué ;
- entretenir régulièrement la partie réservée à votre usage personnel et, en cas de cohabitation, les parties communes ;
- le cas échéant, de participer aux activités d'animation et d'information proposées par le gestionnaire ;
- informer sans délai le gestionnaire de votre éventuelle décision de quitter le dispositif de préparation au retour.

Article 5

Fin de prise en charge et résiliation du contrat

L'hébergement temporaire prend fin dès votre départ effectif du territoire français avec le bénéfice de l'aide au retour de l'OFII ou dans le cadre d'un départ contraint.

A défaut, avant la fin de prise en charge matérialisée par votre départ effectif du territoire français, le présent contrat pourra être résilié par le gestionnaire après accord de la préfecture, dans les cas suivants :

- si vous quittez volontairement le lieu d'hébergement temporaire ;
- si vous avez un comportement violent ou si vous commettez un manquement grave au règlement de fonctionnement ;
- si vous ne respectez pas les obligations du présent contrat.

Tout départ, maintien indu dans le lieu d'hébergement ou exclusion du dispositif de préparation au retour entraînera la fin de l'accompagnement social et de l'aide à la subsistance. Une décision de fin de prise en charge vous sera notifiée.

Fait en double exemplaire, le .../.../20... (jour de la signature)

Le gestionnaire

L'étranger en situation irrégulière accueilli, M. /
Mme



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

- J'ai été débouté définitivement de ma demande d'asile ou je suis en situation irrégulière
- Je dois quitter le territoire français (OQTF)
- J'ai demandé une aide au retour volontaire (ARV) ou je m'engage à le faire
- Je souhaite me désister de ma demande d'asile

Je peux bénéficier de l'aide au retour volontaire et du dispositif de préparation au retour



**Hébergement
pris en charge**
dans un centre ouvert



Prise en charge financière :
entre 25 € et 56 €
par semaine et par personne

Pour m'aider, je bénéficie de l'**accompagnement personnalisé**
de l'**Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)**,
avec l'**aide au retour volontaire**



Aide aux démarches
(document de voyage,
prise en charge des frais
de transport, une assistance
pour les formalités de
départ)

**Aide financière pour me réinstaller
dans mon pays d'origine**

jusqu'à 650 €

(650 € par personne – adulte ou enfant – pour
un ressortissant d'un pays tiers soumis à visa
300 € pour les personnes dispensées de visa)

**Aide pour me réinsérer
si j'ai un projet** (sous
condition d'éligibilité,
une aide à la réinsertion
sociale, une aide à
l'emploi ou à la création
d'entreprise)



Pour en savoir plus,
consultez le site web :
<http://www.retourvolontaire.fr>



Contact de l'OFII



Contact de la préfecture